

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5219-5 et L 5211-1 et suivants,

Vu le Code des Transports et notamment son article L1214-31,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles du chapitre III du titre II du livre Ier ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et dont l'article L5219-5 demande aux EPT de définir cette compétence avant le 31 Décembre 2017,

Vu le décret 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois;

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) n°2019-1428 du 24 Décembre 2019;

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

Vu la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu l'approbation du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) par la Région Ile-de-France en date du 19 juin 2014 après enquête publique et avis de l'Etat,

Vu la délibération n°2017-16 de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, en date du 20 mars 2017, par laquelle le conseil territorial a approuvé, le périmètre du Plan Local de Mobilité de Paris Terres d'Envol comprenant les 8 communes du territoire,

Vu la délibération n°2017-145 de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, en date du 18 Décembre 2017, par laquelle le conseil territorial a approuvé la définition de la compétence de l'EPT en matière de transport,

Vu la délibération n°2021-78 de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, en date du 28 juin 2021, par laquelle le conseil territorial a approuvé l'arrêt du projet de Plan Local de Mobilité de Paris Terres d'Envol,

Vu la décision n°MRAe PLD 93-001-2019 en date du 23 juillet 2019 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Île-de-France, dispensant, après examen au cas par cas, de la réalisation d'une évaluation environnementale le projet de plan local des déplacements de l'établissement public territorial Paris-Terres-d 'Envol (93),

Vu la décision de Monsieur Francis POLIZZA, le Premier Vice-Président du Tribunal Administratif de Montreuil en date du 28 Décembre 2021 désignant M LINET Marcel, en qualité de Président de la commission d'enquête et M GAUTHIER Michel et Mme KMONK Katarzyna en qualité de membres titulaires ;

Vu le dossier soumis à enquête publique ;

Considérant que le projet de Plan Local de Mobilité arrêté par le Conseil de Territoire de l'Établissement Public Territorial de Paris Terres d'Envol en date du 28 juin 2021 doit être est soumis à enquête publique en vue de son approbation.

Considérant que le lancement de l'élaboration du Plan Local de Mobilité de Paris Terres d'Envol est antérieur au 1^{er} Janvier 2021 et que ce projet n'est par conséquent pas concerné par les procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes, introduites par la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 Décembre 2019 ;

ARRETE

ARTICLE 1: Une enquête publique unique est ouverte en vue de l'approbation du projet de **Plan Local de Mobilité (PLM) de Paris Terres d'Envol** dont les caractéristiques sont les suivantes :

Le Plan Local de Mobilité de Paris Terres d'Envol est un programme d'action qui vise à définir la stratégie de déplacements à l'échelle territoriale favorisant le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle (transport en commun, modes doux, autopartage, covoiturage, etc.) afin de réduire les impacts des déplacements sur l'environnement.

Il constitue la déclinaison locale et opérationnelle du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France dont l'objectif est d'atteindre un équilibre durable entre les besoins de mobilité des personnes et des biens, d'une part, la protection de l'environnement et de la santé, et la préservation de la qualité de vie, d'autre part.

Le plan d'action du PLM s'inscrit donc dans une vision à long terme de la mobilité et de l'évolution des réseaux de transport et des politiques de déplacements en Ile-de-France et sur le territoire. La mise en service du Grand Paris Express, le développement urbain et économique, la saturation des réseaux routiers, l'accessibilité du territoire, l'extension de la zone à faible émission de la métropole constituent les principaux défis de ce projet de PLM.

Il comporte un volet opérationnel de mesures dont la mise en œuvre s'établit dans un horizon de 5 ans, constituant une première étape de la mise en œuvre de la stratégie territoriale.

Le plan d'action se structure autour de 15 actions déclinées en 49 fiches de mesures concrètes organisées selon 6 grandes orientations thématiques :

- Orientation 1 : Mieux intégrer Paris Terres d'Envol dans les échanges franciliens
- Orientation 2 : Garantir l'accessibilité routière et en transports collectifs aux centres-villes, aux quartiers, aux emplois et aux projets urbains

Accusé de réception en préfecture 093-200058097-20220117-2022-003-AU Date de télétransmission : 17/01/2022 Date de réception préfecture : 17/01/2022

- Orientation 3 : Maîtriser et gérer le stationnement pour une utilisation rationnelle de l'automobile et de l'espace public
- Orientation 4 : Promouvoir les modes et services de mobilité adaptés aux courtes distances et favorables à l'amélioration de la santé et du cadre de vie pour tous
- Orientation 5 : Prendre en compte les nouveaux usages de mobilité des personnes
- Orientation 6 : Améliorer le transport et la livraison des marchandises.

ARTICLE 2 : L'enquête publique est ouverte à compter du Lundi 7 Février 2022 jusqu'au Vendredi 11 mars 2022 inclus, pour une durée de 33 jours.

ARTICLE 3 : Au terme de l'enquête publique, le PLM sera approuvé par délibération du Conseil Territorial de l'Établissement Public Territorial de Paris Terres d'Envol.

ARTICLE 4 : Cette enquête est conduite par la commission d'enquête suivante :

Monsieur Marcel LINET en qualité de président,
Monsieur Michel GAUTHIER,
Mme Katarzyna KMONK

Le siège de l'enquête est situé au centre administratif de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol situé au 50 allée des Impressionnistes, 93420 Villepinte.

ARTICLE 5 : Le dossier d'enquête publique ci-dessus visé, comprenant l'avis de l'autorité environnementale, ainsi que les registres d'enquêtes à feuillets non mobiles, qui seront cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, seront déposés et mis à disposition du public, afin que chacun puisse, du lundi 07 Février 2022 jusqu'au Vendredi 11 mars 2022 inclus, prendre connaissance des dossiers et faire part de ses observations, aux jours et heures d'ouverture des lieux suivants :

- En mairie d'Aulnay-sous-Bois - Centre Administratif - 14-16 boulevard Félix Faure, 93602 Aulnay-sous-Bois ;
- En mairie de Drancy - Place de l'Hôtel de Ville - centre administratif, 3ème étage, service voirie réglementaire - 93700 Drancy;
- En mairie de Dugny - 1 rue de la résistance 93440 Dugny;
- En mairie du Blanc-Mesnil – Service urbanisme – 1, place Gabriel-Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil ;
- En mairie du Bourget - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget;
- En mairie de Sevran - Accueil de l'Hôtel de Ville - 28 avenue du Général Leclerc, 93270 Sevran;
- En Mairie de Tremblay-en-France - 18 bd de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France ;
- En mairie de Villepinte - Direction de l'Urbanisme Centre Administratif 16-32 avenue Paul Vaillant Couturier Bâtiment F - 93420 Villepinte;
- Centre administratif de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol - 50 allée des Impressionnistes, 93420 Villepinte.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, sur le registre numérique accessible sur le lien suivant,

<http://plan-local-mobilite-paris-terresdenvol.enquetepublique.net>

ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

plan-local-mobilite-paris-terresdenvol@enquetepublique.net.

Seuls les courriers électroniques reçus entre le 7 février 2022 jusqu'au vendredi 11 mars 2022 à 17h00 seront pris en compte.

Le dossier d'enquête publique sera disponible durant l'enquête publique sur le site internet de l'EPT Paris Terres d'Envol à l'adresse suivante : <https://www.paristerresdenvol.fr/>, rubrique « Mobilités », page « Plan Local de Mobilité ».

Le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique au siège de l'enquête à l'adresse suivante, aux jours et horaires du service : Centre administratif de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol - 50 allée des Impressionnistes, 93420 Villepinte

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'EPT Paris Terres d'Envol, BP 10018 - 93601 Aulnay-sous-Bois cedex.

Des informations relatives au projet peuvent être demandées auprès de M. DAVY Thomas.

ARTICLE 6 : Un avis portant les présentes indications à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département concerné.

Cet avis sera également publié par voie d'affichages et éventuellement par tous autres procédés notamment au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol, et sur les panneaux d'affichage des hôtels de ville des communes du territoire, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette formalité devra être certifié par le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol et par les maires des communes concernées.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de l'EPT Paris Terres d'Envol à l'adresse suivante : <https://www.paristerresdenvol.fr/>, rubrique « Mobilités », page « Plan Local de Mobilité ».

ARTICLE 7 : Pendant la durée de l'enquête, toutes observations sur le projet pourront être, soit consignées sur les registres ouverts à cet effet, soit adressées par écrit au Président de de la commission d'enquête par courrier libellé comme suit :

Monsieur le président de la commission d'enquête

Enquête relative au plan local de mobilité de Paris Terres d'Envol:

EPT Paris Terres d'Envol, BP 10018 - 93601 Aulnay-sous-Bois cedex.

Ces observations sont annexées sans délai au registre d'enquête du siège de l'enquête et seront consultables sur place pendant toute la durée de l'enquête.

Tout courrier parvenu en dehors de la période de l'enquête publique à savoir lundi 7 février 2022 jusqu'au vendredi 11 mars 2022 à 17h00 ne pourra pas être pris en compte.

ARTICLE 8 : Aux fins de recueillir ses observations, le public sera reçu par un membre de la commission d'enquête aux permanences suivantes :

- En mairie d'Aulnay-sous-Bois - Centre Administratif - 14-16 boulevard Félix Faure, 93602 Aulnay-sous-Bois: **lundi 7 février de 9h00 à 12h00 et le samedi 26 février de 9h00 à 12h00**
- En mairie du Blanc-Mesnil – Service urbanisme – 1, place Gabriel-Péri, 93150 Le Blanc-Mesnil: **Jeudi 17 février de 14h00 à 17h00 et le mercredi 2 mars de 9h00 à 12h00**
- En mairie du Bourget - 65 avenue de la Division Leclerc, 93350 Le Bourget : **jeudi 10 février de 14h00 à 17h00 et le lundi 7 mars de 14h00 à 17h00**
- En mairie de Drancy - Place de l'Hôtel de Ville - centre administratif, 3^{ème} étage, service voirie réglementaire - 93700 Drancy : **vendredi 11 février de 9h00 à 12h00 et le lundi 1er mars de 14h00 à 17h00**
- En mairie de Dugny - 1 rue de la résistance 93440 Dugny : **lundi 21 février de 14h00 à 17h00 et le jeudi 3 mars de 9h00 à 12h00**
- En mairie de Sevran - Accueil de l'Hôtel de Ville - 28 avenue du Général Leclerc, 93270 Sevran : **samedi 19 février de 9h00 à 12h00 et le jeudi 24 février de 14h00 à 17h00**
- En Mairie de Tremblay-en-France - 18 bd de l'Hôtel de Ville 93290 Tremblay-en-France : **lundi 14 février de 14h 00 à 17h00 et le vendredi 25 février de 9h00 à 12h00**
- En mairie de Villepinte - Direction de l'Urbanisme Centre Administratif 16-32 avenue Paul Vaillant Couturier Bâtiment F - 93420 Villepinte : **mardi 8 février de 14h00 à 17h00 et lundi 28 février de 14h00 à 17h00.**

Pendant toute la durée de l'enquête le président de la commission peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique.

ARTICLE 9 : Une réunion d'information et d'échange avec le public sera organisée en fonction des directives gouvernementales liées aux conditions sanitaires le 9 février 2022 de 18h00 à 20h00.

Chaque participant doit au préalable s'inscrire sur le site internet de l'EPT à l'adresse suivante : <https://www.paristerresdenvol.fr/>, rubrique « Mobilités », page « Plan Local de Mobilité ». Un lien d'accès à la réunion sera alors transmis par courriel à chaque inscrit afin de permettre l'accès à cette réunion exclusivement organisée en visioconférence.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220117-2022-003-AU
Date de télétransmission : 17/01/2022
Date de réception préfecture : 17/01/2022

A l'issue de la réunion un compte rendu sera établi par la commission d'enquête et remis au président de l'EPT.

Le président de la commission d'enquête pourra, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à son enregistrement audio et vidéo. Le public présent sera alors averti du début et de la fin de cet enregistrement.

- ARTICLE 10 :** A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, les registres et les documents annexés sont transmis sans délai au président de la commission et clos par lui.
Dès réception des registres et des documents annexés, le président de la commission d'enquête rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.
- ARTICLE 11 :** Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le président de la commission d'enquête transmettra au Président de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol le dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées de la commission.
Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.
Les conclusions motivées de la commission d'enquête seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.
Le président de la commission d'enquête transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montreuil et au président de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 12 :** Le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commission d'enquête à la Préfecture, au siège administratif de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol situé 50 allée des Impressionnistes, 93420 Villepinte, aux jours et heures d'ouverture du service, sur le site internet de l'Établissement Public Territorial, <https://www.paristerresdenvol.fr/>, rubrique « Mobilités », page « Plan Local de Mobilité », pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.
- ARTICLE 13 :** Au terme de l'enquête publique, l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de Plan Local de Mobilité pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête. Le Conseil de Territoire de Paris Terres d'Envol se prononcera alors par délibération sur l'approbation du Plan Local de Mobilité.
- ARTICLE 14 :** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'Établissement Public Territorial Paris Terres d'Envol et dans les mairies des communes citées à l'article 5.
- ARTICLE 15 :** Le présent arrêté sera transmis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis et, notifié aux personnes publiques associées.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 14 janvier 2022

Le Président

Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220117-2022-003-AU
Date de télétransmission : 17/01/2022
Date de réception préfecture : 17/01/2022